



Aperçu des besoins en milieu rural dans les préfectures du Mbomou et Haut Mbomou Sous-préfectures de Rafaï, Zémio et Obo - Axes Zémio – Rafaï et Zémio – Mboki

Secteurs de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence

Ce rapport a été écrit sur la base d'une évaluation des besoins conduite par le département Suivi et évaluation d'ACTED sur les axes Zémio – Rafaï et Zémio – Mboki en mars 2017. Au cours de cette évaluation, 104 chefs de ménages ont été interrogés dans les villages rencontrés sur les deux axes.

APERCU DE LA SITUATION

Les villages situés sur les axes Zémio – Rafaï et Zémio – Mboki sont régulièrement la cible d'attaques de la LRA. Pour s'en protéger, les communautés réalisent des déplacements pendulaires vers la brousse ou des villages considérés comme plus sûrs. Cette stratégie va de pair avec une paupérisation volontaire qui, ajoutée aux pillages et destructions des moyens d'existence (champs, bétail, stocks de semences et produits des récoltes, argent etc.) lors des attaques, ont un impact grandissant sur l'insécurité alimentaire dans la zone. Il est également nécessaire d'ajouter que les conflits récurrents entre les agriculteurs et les éleveurs ainsi que les destructions et les vols qui les accompagnent constituent une pression supplémentaire sur la zone.

L'ENSA de décembre 2016 avait déjà soulevé que parmi la population des deux préfectures, 66% dans le Haut Mbomou, et 46% dans le Mbomou était en insécurité alimentaire sévère et modérée. L'ENSA a également soulevé que malgré une bonne pluviométrie en 2016, la production agricole globale dans le pays enregistre un déficit de 54% par rapport à la moyenne d'avant la crise, dont un déficit de 70% pour la production céréalière seulement.

L'IPC de février 2017 met en lumière que le Haut Mbomou figure parmi les préfectures les plus touchées par l'insécurité alimentaire. La préfecture est en effet classée en phase de crise pour la troisième année consécutive et pour la première fois depuis 2014, une partie de la population (35%) est considérée comme étant en phase d'urgence.

Toujours selon les résultats de l'IPC, le Mbomou est classé comme étant « sous pression » avec 15% de la population considérée en phase de crise ce qui semble démontrer une amélioration de la situation par rapport aux résultats des années précédentes. Il est toutefois important de noter que les données relatives à la sécurité alimentaire sont amenées à se dégrader lorsque les ménages sont en cours de déplacement, et à s'améliorer lorsque ceux-ci sont retournés chez eux et relancent des activités génératrices de revenus.

D'après le rapport sur la présence opérationnelle des partenaires (OCHA, février 2017), 8¹ sont présents dans les secteurs de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence dans les sous-préfectures de Zémio, Obo (préfecture du Haut Mbomou) et 3² dans la sous-préfecture de Rafaï (préfecture du Mbomou). Cependant tous ne sont pas présentement actifs auprès des communautés rurales pour subvenir à leurs besoins les plus urgents, à travers des activités de renforcement de leur sécurité alimentaire et nutritionnelle et de leurs moyens d'existence.

Il est également nécessaire de souligner que le sud-est de la RCA constitue une zone oubliée dans la mesure où très peu de bailleurs financent actuellement cette zone. A titre d'exemple, OFDA et ECHO ne financent pas cette zone pour des raisons stratégiques et le Fonds Humanitaire n'y a pas soutenu d'interventions depuis 2015. ACTED travaille actuellement dans la zone à travers un financement du Fonds Békou pour des activités d'appui à la filière bétail – viande et de renforcement de la cohésion entre les agriculteurs et les éleveurs, cependant cet

¹ ACDA, FAO, ACTED, COOPI, Invisible Children, CRS, VCW et JUPEDC

² FAO, ACTED et Invisible Children

appui prendra fin début juillet et aucun financement supplémentaire n'est attendu avant novembre 2017.

Bien que le Mécanisme de réponse rapide (RRM) soutenu par l'UNICEF soit présent dans la zone, l'appui apporté aux personnes très vulnérables est limité à des interventions dans les domaines de l'accès à l'eau et à l'hygiène, ainsi qu'à des distributions de biens non alimentaires. Ces activités ne couvrent ainsi pas les besoins des ménages dans le domaine de la sécurité alimentaire. Par conséquent, l'absence de bailleurs humanitaires pour des activités d'urgence fait cruellement défaut.

FAITS SAILLANTS DANS LES SOUS PREFECTURES DE RAFAI, ZEMIO ET OBO

Argent

- Les trois principales sources de revenus des ménages sont l'agriculture (76%), le travail journalier (7%) et le petit commerce (6%). 68% des ménages n'ont qu'une seule source de revenus et le revenu mensuel moyen est de 20 100 FCFA.
- Les trois principaux postes de dépense sont la nourriture (23% du revenu mensuel), l'achat de biens non alimentaires (20%) et les frais de santé (10%).
- 38% des ménages ont contracté une dette pour répondre à leurs besoins alimentaires (27%), de santé (27%) et le remboursement de dettes plus anciennes (11%).

Nourriture

- Pour se nourrir, la plus grande partie des ménages (96%) sont dépendants à la fois de l'autoproduction (citée 91% des ménages) et de l'achat sur le marché (cité par 75% des ménages).
- 24% des ménages ont un score de consommation alimentaire pauvre et 38% un SCA limite. On note que les ménages dirigés par les femmes sont plus nombreux à avoir des SCA limites et pauvres que les ménages dirigés par les hommes
- 68% des ménages ont un score de diversité alimentaire pauvre et limite. Les groupes d'aliments les moins consommés par les ménages sont les produits laitiers, les œufs, les fruits et les légumes secs tandis que les produits les plus consommés sont le poisson, l'huile et les produits gras, les sucres et les céréales.

Stratégies d'adaptation

- La stratégie à laquelle les ménages ont le plus recours est celle de consommer des aliments moins appréciés et moins coûteux ainsi que de réduire la consommation des adultes en faveur des enfants.
- Les stratégies les plus utilisées ayant un impact à plus long terme sont la décapitalisation des moyens d'existence ainsi que des biens productifs et des moyens de transport (citées par respectivement 48% et 38% des ménages). 14% ont également évoqué la vente ou la consommation des semences.

A l'issue de cette évaluation rapide, le département Suivi et évaluation d'ACTED constate qu'au lancement de la période agricole, un appui est nécessaire afin de soutenir les ménages dans le démarrage des activités et pendant la période de soudure (entre mars et août). Au regard des écarts constatés entre les scores de consommation et de diversité alimentaire entre les ménages dirigés par les hommes et ceux dirigés par les femmes, un appui différencié serait nécessaire. ACTED estime également nécessaire d'appuyer les ménages très vulnérables qui ne pratiquent pas l'agriculture dans des activités génératrices de revenus appartenant à d'autres secteurs afin de réduire la décapitalisation des moyens d'existence et le recours à des stratégies d'adaptation négatives pouvant accroître la situation de crise dans laquelle se trouvent déjà les communautés dans la zone.